



**VILLE D'ACIGNÉ**

**RÉNOVATION THERMIQUE DU RESTAURANT D'ENFANTS MUNICIPAL**

**MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**(Référence du dossier : 2025DSTA09)**

*Procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique*

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

Ville d'Acigné  
22 place de la Mairie  
35690 Acigné  
Tel : 02 99 04 30 00

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Date limite de remise des offres : Mercredi 10 septembre avant 18 h 00**

## SOMMAIRE

Article 1er : Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1. <i>Objet de la consultation</i> .....	3
1.2. <i>Etendue de la consultation</i> .....	3
1.3. <i>Type et forme de contrat</i> .....	3
1.4. <i>Décomposition de la consultation</i> .....	3
Article 2 : Conditions de la consultation .....	3
2.1. <i>Forme juridique du groupement</i> .....	3
2.2. <i>Variantes</i> .....	3
2.3. <i>Délai de validité des offres</i> .....	3
2.4. <i>Mode de règlement du marché et modalités de financement</i> .....	4
2.5. <i>Conditions particulières d'exécution</i> .....	4
Article 3 : Contenu du dossier de consultation.....	4
Article 4 : Modalités d'exécution.....	4
Article 5 : Présentation des candidatures et des offres .....	4
5.1. <i>Documents à produire</i> .....	5
5.1.1 <i>Pièces de la candidature</i> .....	5
5.1.2 <i>Pièces de l'offre</i> .....	5
5.2. <i>Visite des locaux et renseignements complémentaires</i> .....	6
<i>Renseignements</i> .....	6
Article 6 : Conditions d'envoi et de remise des plis.....	6
6.1. <i>Transmission sur support papier</i> .....	6
6.2. <i>Transmission électronique</i> .....	6
Article 7 : Examen des offres.....	8
7.1. <i>Sélection des candidatures</i> .....	8
7.2. <i>Attribution du marché</i> .....	8
7.3. <i>Négociation</i> .....	9
7.4. <i>Attribution du marché</i> .....	9
Article 8 : Primes .....	9
Article 9 : Renseignements complémentaires .....	9

## **Article 1er : Objet et étendue de la consultation**

### **1.1. Objet de la consultation**

Le présent marché est relatif à une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la rénovation thermique du Restaurant d'Enfants Municipal, le plus souvent dénommé REM dans le présent document, situé 2 rue du Stade 35690 Acigné.

### **1.2. Etendue de la consultation**

La procédure de passation utilisée est un marché à procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des Articles L2123-1 R2123-1 alinéas 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> et les articles R2123-4 et 5 du Code de la Commande Publique (ci-après intitulé CCP).

### **1.3. Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un marché simple.

### **1.4. Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### **2.1. Forme juridique du groupement**

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

L'équipe devra rassembler les compétences suivantes :

- Architecture,
- Économie de la construction,
- Fluides-Thermique,
- Structure,
- OPC

Comme le permet l'article R2142-21 du code de la commande publique, il ne sera pas autorisé aux candidats de présenter pour ce marché plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

### **2.2. Variantes**

Sans objet.

### **2.3. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **2.4. Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Mode de financement : fonds propres

Mode de paiement : virement bancaire (mandat administratif)

## **2.5. Conditions particulières d'exécution**

Sans objet.

### **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- 1 -Règlement de consultation (RC),
- 2 -L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- 3 -Le programme de l'opération et de la mission de maîtrise d'œuvre,
- 4 -Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- 5 -Le formulaire DC1
- 6 -Le formulaire DC2,
- 7 -La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.
- 8 - Divers documents permettant d'apprécier et d'estimer la complexité de la mission de maîtrise d'œuvre

Il est disponible sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh). Les candidats sont invités à s'identifier afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation en particulier les éventuelles précisions et réponses aux différentes questions (conformément aux articles R2132-2 à 6 du CCP).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux soumissionnaires ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Article 4 : Modalités d'exécution**

Les modalités d'exécution du présent marché sont fixées dans le programme de l'opération et de la mission de maîtrise d'œuvre de l'opération.

### **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### 5.1.1 Pièces de la candidature

Le dossier de candidature vise à garantir que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, et des capacités économiques, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution de ce marché.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L 2142-1, R 2142-3, R 2142-4, R 2143-3 et R 2143-4 du code de la commande publique.

Le dossier complet à produire par chaque candidat contiendra les éléments indiqués ci-dessous :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration concernant la souscription d'une assurance pour les risques professionnels

- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat (mandataire et chacun des membres du groupement) :

Libellés
Références en réhabilitation et en marchés publics, sur les 3 dernières années, en précisant l'objet de l'opération, son montant, l'année ...
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres, et notamment des responsables, de prestation de même nature que celle du marché

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont joints au présent dossier de consultation. Ils sont également disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique des Marchés Européens (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### 5.1.2 Pièces de l'offre

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes à compléter par le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du contrat,
- Une lettre de motivation du candidat de 1 page maximum (format A4 police 12),
- Pour le mandataire et le bureau d'étude thermique présentation de 3 références chacun en rénovation

thermique (en 3 pages maximum par référence) de même complexité ; chaque référence citée fera l'objet d'un rendu visuel au format A4, et précisant pour chacune d'entre elles le nom du maître d'ouvrage, la nature de l'opération, la complexité de l'opération, son année de réalisation, le montant de l'opération, les éléments de mission réalisés, et toutes autres informations permettant de qualifier les références présentées. Ces références seront rassemblées en un seul document au format PDF en couleurs.

- Une **note méthodologique** de 8 pages maximum (soit 4 feuilles) (format A4, police 12) comprenant :
  - Une notice présentant l'organisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre en précisant la répartition des prestations entre membre de l'équipe et les moyens qui seront mis en œuvre pour réaliser ces études de maîtrise d'œuvre et toute autre information permettant de qualifier l'équipe de maîtrise d'œuvre et le déroulement de cette mission
  - Une note sur l'enveloppe financière allouée à l'opération,
- Une offre financière détaillée pour chaque élément de mission avec répartition entre les membres du groupement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **5.2. Visite des locaux et renseignements complémentaires**

### **Visite des locaux**

La visite des lieux est souhaitable. Cette visite permettra au candidat de prendre connaissance du bâtiment, de sa configuration et de l'environnement dans lequel il se situe. Elle doit permettre au candidat d'apprécier la complexité du projet au regard du programme de l'opération. Cette visite sera libre et ne sera pas commentée par le personnel présent.

Cette visite sera possible tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) à partir 15 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> août du 26 au 29 août entre 9h00 et 11h00 **sur rendez-vous à solliciter** 48h au moins avant la date choisie, par courriel aux adresses suivantes : [thierry.derrien@ville-acigne.fr](mailto:thierry.derrien@ville-acigne.fr) et [cedric.besnard@ville-acigne.fr](mailto:cedric.besnard@ville-acigne.fr)

### **Renseignements**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera adressée jusqu'à 06 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **Article 6 : Conditions d'envoi et de remise des plis**

Les plis devront être déposés sur la plateforme de dématérialisation Mégalis avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **6.1. Transmission sur support papier**

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

### **6.2. Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte. Le candidat en sera avisé.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée sous pli cacheté à l'adresse suivante :

Ville d'Acigné  
22 place de la mairie  
35690 Acigné

En indiquant : **NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE**

### **Conseil aux candidats**

Les candidats peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la signature électronique sur le site internet de la direction de la compétitivité, de l'industrie et des services ou sur l'adresse suivante : <http://www.dgcis.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Ce niveau, conformément à l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005, est celui de la plateforme e-megalis (<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>).

Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencess.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre état membre de l'union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

### **Accompagnement technique**

Un guide d'utilisation à l'attention des opérateurs économiques est à disposition sur la plateforme e-megalis à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>, rubrique « aide ».

Pour toutes autres questions techniques, les candidats pourront également contacter le service de support de la plateforme e-Megalis ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h30 puis de 14h00 à 17h30 et le vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h30.

Le numéro d'accès est le 02 23 48 04 54.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **Article 7 : Examen des offres**

### **7.1. Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2. Attribution du marché**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-1 à L 2152-4, R 2152-1 et R 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<b>Critères d'appréciation</b>	<b>Note</b>
1-Lettre de motivation	Jusqu'à 10 points
2-Qualité et adéquation au programme des références présentées	Jusqu'à 20 points
3-Méthodologie et compréhension du programme de l'opération	Jusqu'à 20 points
4-Commentaire sur l'enveloppe budgétaire	Jusqu'à 10 points
4- Prix des prestations	Jusqu'à 40 points

<b>Barème d'appréciation des critères 1 – 2 - 3</b>	<b>Note sur 10</b>	<b>Note sur 20</b>
Excellente proposition	9 à 10	17 à 20
Proposition très satisfaisante	7 à 8	13 à 16
Proposition satisfaisante	5 à 6	9 à 12
Proposition peu satisfaisante	3 à 4	5 à 8
Proposition insuffisante	1 à 2	1 à 4

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de nuancer son jugement, celui-ci s'autorise à une graduation (y compris par demi-point) au sein des différentes strates de notation.

### **Critère d'appréciation prix des prestations**

Le prix des prestations sera noté de la manière suivante :

Note du candidat sur 40 =  $\frac{\text{montant de l'offre la moins disante}}{\text{montant de l'offre du candidat}} \times 40$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.



### 7.3. Négociation

A l'issue de l'analyse des offres, au regard des critères de jugement fixés au présent article du règlement de consultation, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations sous forme d'audition avec les candidats ayant remis les meilleures offres.

Le nombre de candidat alors admis à négocier est limité à trois (3).

La négociation portera sur les éléments techniques et financiers de l'offre dans des conditions respectant l'égalité de traitement des candidats.

Les auditions d'une durée d'environ une heure se tiendront dans les locaux municipaux le vendredi 19 septembre 2025 après-midi.

### 7.4. Attribution du marché.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnées ci-dessous.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Les pièces visées aux articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique à savoir notamment :
  - Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents,
  - Les pièces prévues aux articles R 1263-12, D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254.2 à D 8254-5 du code du travail,
  - Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K ou extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent,
  - Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés,
  - Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## Article 8 : Primes

Sans objet.

## Article 9 : Renseignements complémentaires

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contours de la Motte

CS 44416

35044 Rennes cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Adresse internet URL : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✓ Référé pré- contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- ✓ Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA.
- ✓ Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- ✓ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.

22 mail Pablo Picasso

44042 Nantes

Tél : 02 53 46 79 83

Courriel : [paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)